





Territorialisation de la planification écologique en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Concertation départementale – Hautes-Alpes (05) - 16 septembre 2024 -







Dominique DUFOUR

Préfet
Préfecture des Hautes-Alpes



Agnès ROSSI

Conseillère régionale Présidente Commission Tourisme





Ordre du jour de la réunion

- 1 La démarche de planification écologique
- 2 Présentation des éléments de diagnostic régionaux et départementaux
- 3 Atelier en groupes, par thématique phare pour le territoire

LA DEMARCHE DE PLANIFICATION ECOLOGIQUE

1

L'ambition : un plan de transformation énergétique et écologique régional répondant aux 6 enjeux stratégiques prioritaires

Une démarche co-portée Etat et Région pour le territoire Provence-Alpes-Côte d'Azur

Un projet ambitieux avec en résultat final :

- Un plan de transformation du territoire régional à horizon 2030, 2040, 2050, conçu comme un outil opérationnel et dynamique
- Une feuille de route pour l'ensemble des acteurs du territoire : collectivités, monde économique, citoyens (et pas seulement pour l'Etat et la Région) pour planifier la transition écologique
 - Atténuation au changement climatique



NEUTRALITÉ CARBONE

Economie circulaire **AUTONOMIE DANS LA GESTION DES DÉCHETS** Adaptation au changement climatique



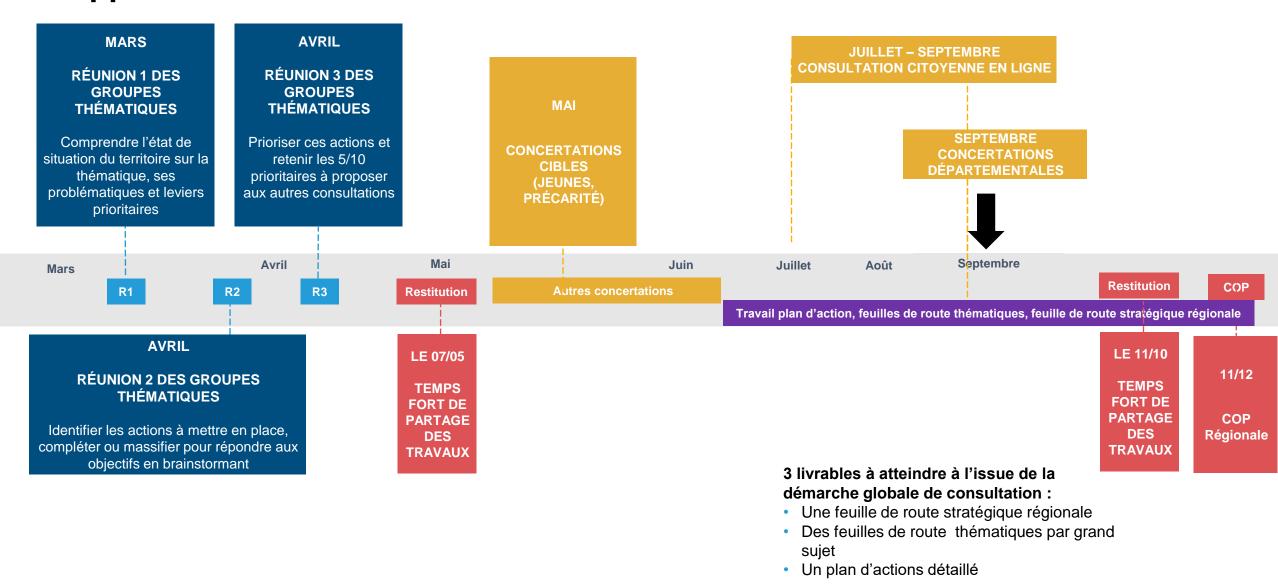
UN TERRITOIRE ADAPTÉ À UN **RÉCHAUFFEMENT DE + 4 DEGRÉS**

Ecosystème sain



- Utilisation durable de l'eau et des ressources marines GARANTIR L'ENSEMBLE DES USAGES DANS LE CONTEXTE DE RARÉFACTION DE LA RESSOURCE
- Prévention de la pollution **AMÉLIORATIONS** (À QUANTIFIER) DE LA QUALITÉ DE L'AIR, DE L'EAU, DES SOLS

Rappel du calendrier



Premier jalon réalisé : la concertation en groupes thématiques

10 groupes thématiques
env. 300 participants
672 actions collectées
200 actions priorisées
3 réunions sur 1 mois

Des acteurs variés présents : industriels, entreprises, fédérations, associations, collectivités, institutions...

Mieux produire les Mieux préserver et Mieux se déplacer biens et les Mieux consommer gérer la forêt services Mieux préserver et Mieux organiser le Mieux produire Mieux transporter utiliser la ressource tourisme, les l'énergie des biens en eau événements culturels. Mieux se loger, économiques et Mieux se mieux utiliser nos sportifs nourrir bâtiments, mieux aménager nos villes

- + Un travail en transversalité pour faire remonter des compléments et points de vigilance aux GT grâce à 6 focus groupes :
- LA BIODIVERSITE
- LE SOL ET LA SOBRIETE FONCIERE
- LA MER

- ACCOMPAGNEMENT ET ADAPTATION DE NOS COMPORTEMENTS
- EMPLOI ET COMPETENCES
- QUALITÉ DE VIE ET SANTÉ

+

Zoom sur les concertations départementales

6 objectifs poursuivis

1

Partager les résultats du diagnostic régional et départemental avec les acteurs du territoire

2

Echanger sur les priorités à mener en matière de baisse des émissions de GES et de préservation des ressources à l'échelle du département

3

Alimenter les travaux des groupes thématiques par une proximité locale et une concertation au plus près des acteurs

4

Proposer de nouvelles idées d'actions à mettre en place pour répondre aux enjeux de transformation écologique et énergétique

Engager les acteurs du territoire dans la planification écologique et la mise en œuvre des actions permettant de répondre aux objectifs

6

Nourrir la feuille de route régionale en intégrant les spécificités locales

Présentation des éléments de diagnostic régionaux et départementaux

2

Point de situation du territoire Provence-Alpes-Côte d'Azur

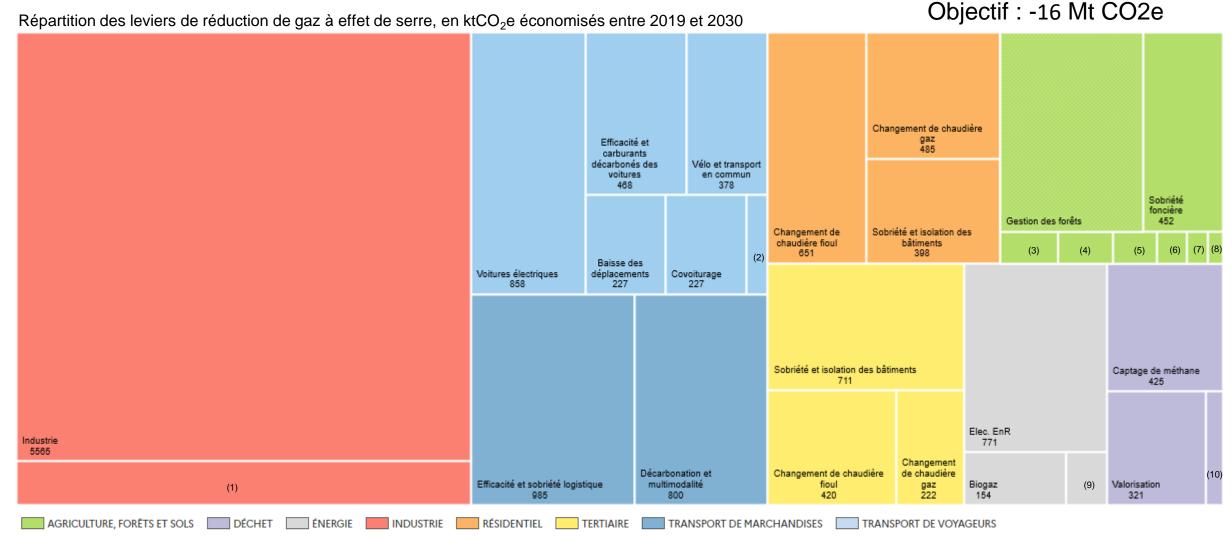
Mise en perspective des trajectoires de baisse d'émissions de gaz à effet de serre (objectifs tous secteurs) :

- des plans climat air énergie territoriaux (PCAET) des EPCI de la région
- du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoire (SRADDET)
- du secrétariat général à la planification écologique (SGPE)



Sur une baisse de -16 Mt CO2e estimée par le SGPE (objectif « Fit for 55 » de la France et de l'Europe), il manque 6 à 8Mt de baisse d'émissions de gaz à effet de serre dans les PCAET pour être en cohérence

Panorama des <u>leviers de décarbonation</u> en Provence-Alpes-Côte d'Azur



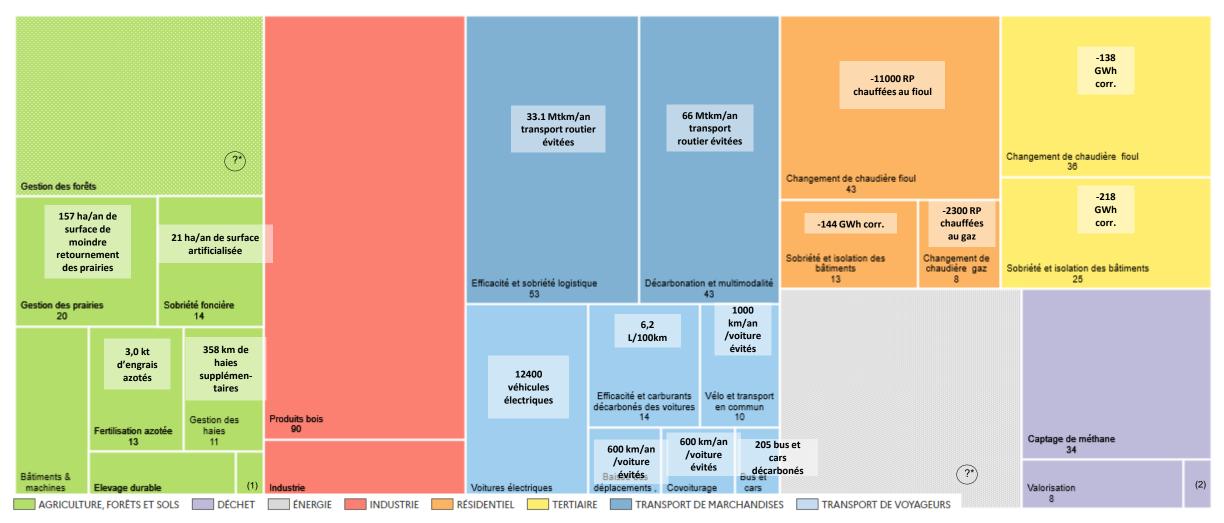
⁽¹⁾ Produits bois: 567 ktCO₂e. (2) Bus et cars décarbonés: 61 ktCO₂e. (3) Bâtiments & machines: 53 ktCO₂e. (4) Gestion des prairies: 51 ktCO₂e. (5) Gestion des haies: 40 ktCO₂e. (6) Fertilisation azotée: 28 ktCO₂e. (7) Elevage durable: 19 ktCO₂e. (8) Pratiques stockantes: 14 ktCO₂e. (9) Réseaux de chaleur: 61 ktCO₂e. (10) Prévention des déchets: 55 ktCO₂e.

^{*} Objectif non régionalisé en absence de données comparables sur l'état des forêts

Panorama des leviers de décarbonation pour les Hautes-Alpes

Répartition des leviers de réduction de gaz à effet de serre, en ktCO₂e économisés entre 2019 et 2030, illustrés par des ordres de grandeur

Objectif: -622 kt CO2e



⁽¹⁾ Pratiques stockantes : 2 ktCO2e. (2) Prévention des déchets : 1 ktCO2e. comparables

^{*} Objectifs non départementalisés en l'absence de données



Zoom sur le rôle de la forêt et des produits bois dans l'atténuation du changement climatique



Ecosystèmes forestiers : 2ème plus grand puits de carbone de la planète après les océans

Notre région : 3^{ème} meilleur puits forestier à l'échelle nationale (- 4,54 Mt CO2eq)

Enjeux de la gestion forestière pour la planification écologique :

- Renforcer le « puits forestier » = augmenter la séquestration de Co2 dans les arbres et dans les sols = augmenter le flux de l'atmosphère vers la forêt, par la photosynthèse et l'accroissement des arbres
- Préserver le stock (dans les arbres et dans les sols) : grande vulnérabilité aux incendies notamment

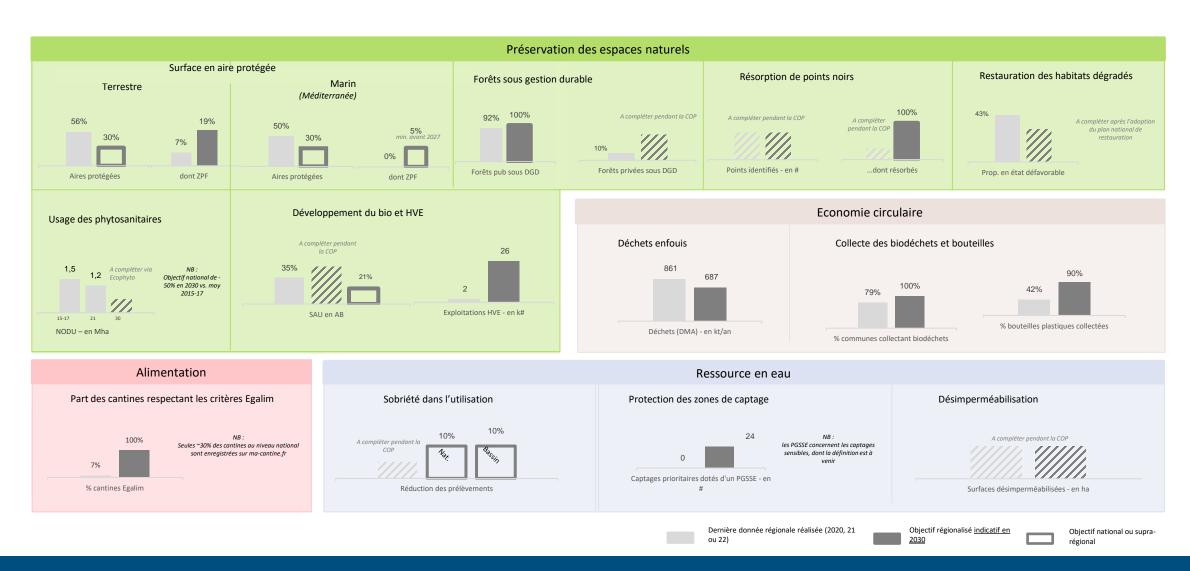


La filière forêt-bois joue également un rôle important :

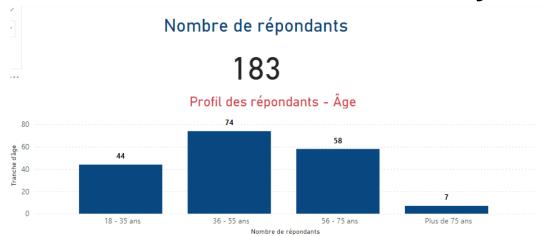
- par le stockage de carbone dans les produits bois en privilégiant ceux à longue durée de vie (bois d'oeuvre > produit bois industriels type panneaux)
- par la substitution de matériaux plus émetteurs de GES par du matériau bois (bâtiment, mobilier)
- par la valorisation énergétique de la biomasse forestière ou produits connexes, en substitution aux combustibles fossiles.

Un équilibre à trouver car le recours accru aux produits bois diminue le puits forestier par les coupes

Panorama des <u>leviers de préservation de la biodiversité et gestion des ressources</u> en Provence-Alpes-Côte d'Azur

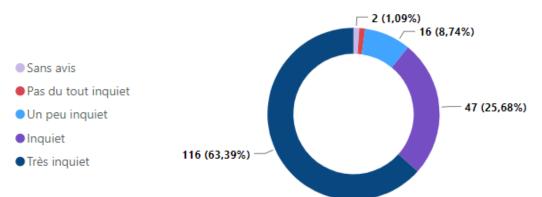


Retour sur la consultation citoyenne— Zoom sur les Hautes-Alpes

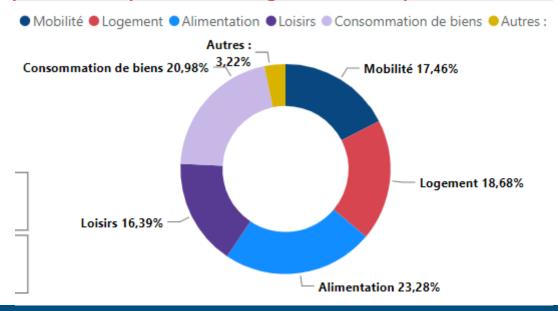


- 183 répondants dans le département soit 8 % (vs. 3 % de la population régionale)
- 89 % des répondants sont très inquiets (63%) ou inquiets (26%)
- Les répondants estiment leur engagement à 7/10 (moyenne)
- Ils agissent de **façon plutôt équilibrée** sur plusieurs thématiques : alimentation (23 %), consommation (21 %), logement (18%), mobilité (17 %), loisirs (16 %)
- Ils pourraient accentuer leurs actions sur la mobilité, le logement et l'alimentation.
- Ils jugent les actions des pouvoirs publics très insuffisantes, notamment en matière de transport et d'adaptation au changement climatique.

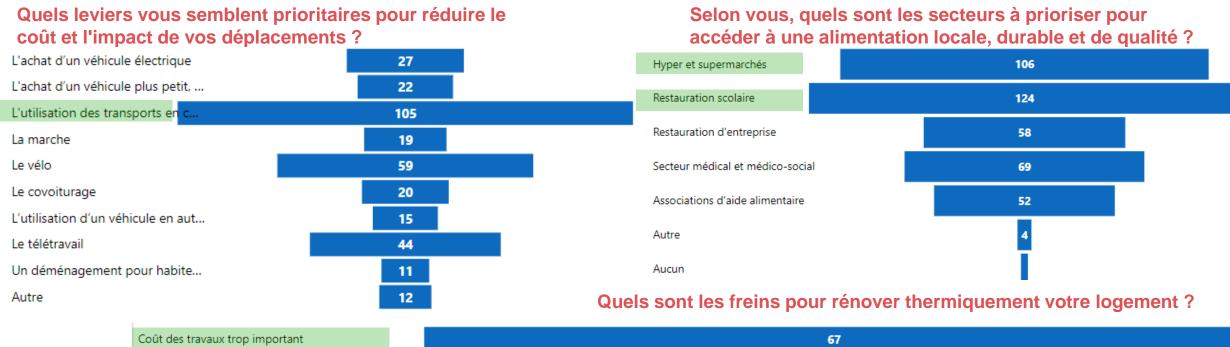
Êtes-vous préoccupé face au réchauffement climatique?

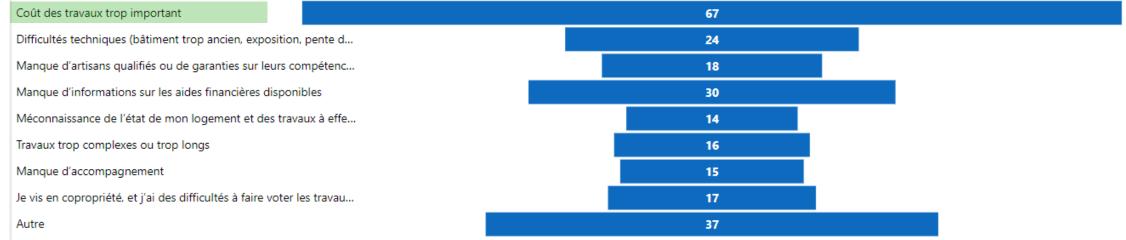


Considérez-vous agir en faveur de la transition écologique et pour une adaptation au changement climatique ?



Retour sur la consultation citoyenne- Zoom sur les Hautes-Alpes







Grande consultation en ligne du 15 juillet au 30 septembre Déjà plus de 3 140 réponses!

Pensez à répondre au questionnaire et à le diffuser dans vos réseaux :

https://planification-ecologique.maregionsud.fr/





Atelier en groupes

3

Présentation du fonctionnement des ateliers

- Les 3 thématiques suivantes ont été identifiées pour les Hautes-Alpes.
- Rejoignez l'un des ateliers suivant en fonction de votre intérêt, compétences et expertises sur le sujet.



Atelier 2

LOGEMENT

Salle XX

Atelier 3
TOURISME
Salle XX

Atelier 1 : MOBILITE

Bienvenue dans le groupe « MOBILITE » animé par :

Représentants Etat

Hélène BEDU Did

Chargée de conseil mobilité - UICTAS - DDT 05

Didier BIAU

Représentants Région

Directeur Infrastructures et Grands Equipements

Caroline FAHMY

Directrice Adj Infrastructures et Grands Equipements

2 RÉFÉRENTS TECHNIQUES ETAT/REGION POUR ECLAIRER LE DEBAT ET

Mustapha MAKHLOUFI

Chef de l'unité Animation des politiques de transport et de déplacement - STIM - DREAL

David GRZYB

Chargé de mission prospective - DIGE

1 REFERENT
PROJET PWC POUR
ACCOMPAGNER
LES PARTICIPANTS
TOUT AU LONG DE
LA CONCERTATION

Coralie PELLETIER

Manager

Organisation de l'atelier

- 1 Présentation des travaux réalisés par les GT sur cette thématique 15 MIN
- 2 Travail par levier en sous-groupes 1H15
- 3 Restitution et débat 45 MIN

Aperçu des travaux menés par les groupes de travail sur le Transport de marchandises et la Mobilité des voyageurs

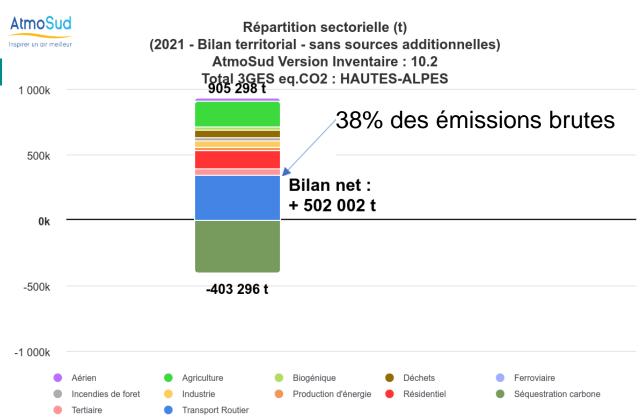
Mobilités : point de situation du département des Hautes-Alpes

Dans les Hautes-Alpes,

38% des émissions de GES sont générées par les transports routiers

Plus de la moitié vient des véhicules particuliers.

Les engagements européens (Green Deal - Fit for 55: réduction de 55% des émissions en 2030) et national (Neutralité Carbone 2050) seront difficiles à respecter sur la base des tendances actuelles



Mobilités : point de situation du département des Hautes-Alpes

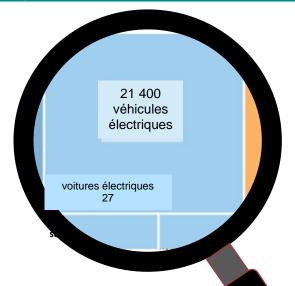
QUE SIGNIFIENT LES REDUCTIONS D'EMISSIONS VISEES, DANS LE QUOTIDIEN DES USAGERS ?

LEVIER VEHICULES ELECTRIQUES

Enjeux

Le parc départemental de VP 2023 est de 95 324 dont 1 082 véhicules électriques / hydrogène, soit 1.14% En 2023, 3 017 nouvelles immatriculations dont 14% électriques (422)

Pour une baisse de -27 kteqCO2 (3,1% de l'effort régional) dans les Hautes Alpes, il faudrait 21 400 VP électriques en 2030



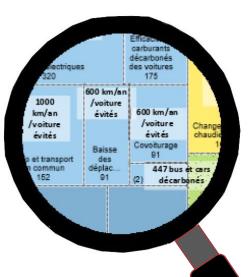
LEVIER SOBRIETE DES DEPLACEMENTS

Enjeux

La distance parcourue tout type de véhicule en 2022 est de 1 889 Mkm / véh dont 1 468 VP (78%).

La distance parcourue est de 15 400 km / an / véh, dans les Hautes Alpes.

Pour une baisse de -227 kteqCO2 en 2030, la sobriété porterait sur 600 km évités par an par voiture



Les 8 axes de travail des GT régionaux sur les transports

MOBILITES: mieux se déplacer

LOGISTIQUE: mieux transporter nos biens

- 1. Adapter les infrastructures et services de transport aux effets du changement climatique
- 2. Accélérer la transition des motorisations, y compris pour le transport international
- 3. Développer les pratiques du vélo (électrique), de la marche et inciter à l'usage de ces modes actifs
- 4. Transformer le réseau routier au bénéfice des transports collectifs, du co-voiturage, du vélo et inciter les usagers au report modal
- 5. Développer les services de transports collectifs et partagés et inciter à les utiliser

- 6. **Décarboner le fret par la massification** (rail, fluvial, maritime) et la logistique décarbonée, jusqu'au dernier kilomètre
- 7. Sobriété des modes de vie et des déplacements et transports motorisés associés
- 8. Financement, pilotage et gouvernance



86 actions « supra » (échelon national) et 57 actions « COP » (échelon régional)



Adaptation Adapter les infrastructures au changement climatique pour réduire les risques

Motorisation Mettre en place des aides à l'acquisition de véhicules électriques

Transport en commun

- Aménager les Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) pour hiérarchiser les modes de transport.
 Faciliter, fiabiliser le parcours usager/cycliste dans les lieux d'intermodalité et développer des services pour favoriser l'attractivité des PEM
- Faciliter l'accès aux billets et services de transport à travers un canal de vente intégré et adopter progressivement l'open payment
- Déployer des services et infrastructures de covoiturage de manière coordonnée entre Autorités Organisatrices des Mobilités (points de rencontre, lignes de covoiturage, plate-forme de covoiturage...)



Modes Actifs

circulation

Poursuivre la programmation et la réalisation d'aménagements cyclables, approuver des schémas vélos et PDM/PDMS et instaurer un plan de dans les principales villes

Planifier et réaliser les cheminements piétons sécurisés dans tous les Plans De Mobilités et Plans De Mobilités Simplifiés, dans tous les centres-villes et suppression progressive du stationnement sur trottoirs

Sobriété

Développer de nouvelles images et de nouveaux récits autour de la sobriété des déplacements (sans pétrole)

Valoriser les projets/expérimentations vertueux portés par les territoires et les entreprises

Engager les employeurs sur des « packs » d'actions pour la mobilité des travailleurs

Transport de marchandises – actions intéressantes pour les Hautes-Alpes



Travailler sur les « premiers et derniers kilomètres » = rationalisation du transport pour expéditions et réceptions marchandises (cf. Logistique de distribution, e-commerce, circuits courts...)

Favoriser la mutualisation, en développant des espaces groupage-dégroupage pour :

- la logistique de distribution
- entre chargeurs distributeurs et/ou transporteurs routiers pour optimiser les chargements (y/c reverse) et réduire les distances
- entre chargeurs industriels pour massifier et concrétiser le report modal (y/c reverse)

Professionnaliser le secteur de la cyclo logistique, notamment en accélérant la formation des entreprises et travailleurs du secteur

Motorisation

Encourager l'évolution (décarbonation) de la motorisation des flottes de poids lourds



Transport de marchandises – actions intéressantes pour les Hautes-Alpes

Sobriété

ralentissement accompagnement

Sensibiliser les donneurs d'ordre pour les inciter au changement de pratiques (Responsabilité Sociale de l'Entreprise) : décarbonation, report modal, des délais, formation à l'écoconduite... Pour cela, mettre en place un individualisé avec des conseillers logistiques (au sein des CCI ?)

Imaginer de nouveaux modes de consommation plus sobres en activités logistiques (cf. ralentissement des délais de livraison), avec des mesures d'accompagnement.

Fonctionnement des ateliers

1

Situation du territoire au regard de la thématique et aperçu des travaux menés à l'échelle régionale

Présentation par les référents techniques

2

Remplissez ensemble la fiche positionnée sur la table autour des 2 axes suivants :

Travail autour du plan d'action régional :

Quelles sont <u>les actions prioritaires</u> au regard de **l'impact sur le territoire** et de **la capacité à les mettre en œuvre** (faisabilité) ?

Plan d'action pour le territoire :

En s'appuyant sur :

- => les propres initiatives existantes sur votre territoire
- => vos idées d'actions à mettre en place
- => le plan régional

Quelles sont les 10 actions les plus impactantes / importantes pour le département ? Qui souhaite s'engager dans leur mise en œuvre ? De quels moyens a-t-on besoin pour les mettre en œuvre ?



Restitution et débat

1

• Désignez, par table, un rapporteur de vos échanges

2

• Sélectionnez, pour chaque question, les 2/3 actions les plus importantes à partager aux autres participants.

3

• Echangeons, complétons et débattons ensemble !

Atelier 2: LOGEMENT

Bienvenue dans le groupe « LOGEMENT » animé par :



Représentants Région



Florence Barthélemy

Directrice adjointe, DDT 05

Sophie LE GARREC

Cheffe de l'unité air climat transition énergétique, DREAL

Raphaëlle GROUSSON-TROYES

Chargée de mission bâtiment durable, DREAL

Valérie-Cécile CHAUVIN

Chargée de mission Service Aménagement et habitat, Région

Représentants Département ?

Prénom NOM Fonction

Organisation de l'atelier

- 1 Présentation des travaux réalisés par les GT sur cette thématique 15 MIN
- 2 Travail par levier en sous-groupes 1H15
- 3 Restitution et débat 45 MIN



Un manque de logements abordables

- Une offre de logements hétérogène suivant les territoires
- Une offre locative sociale concentrée à Gap et Briançon
- Un grand nombre de résidences secondaires (particulièrement sur l'Est du département)
- Une baisse de la construction neuve et de la promotion immobilière, une conjoncture à la hausse des coûts de production et des conditions d'emprunt
- Une tension croissante sur les prix de vente (ancien, neuf, terrains à bâtir)

O Des enjeux de requalification énergétique du parc de logements

- Un parc de logement ancien
- Des charges de chauffage plus élevées que la moyenne régionale en raison d'un climat plus rigoureux et de logements plus énergivores
- Des initiatives déjà existantes : études et stratégies d'intervention à l'échelle d'EPCI, création du PDLHI-PE en 2014, Maison de l'Habitat...
- Des financements déjà engagés : OPAH, PIG, aides du Département aux particuliers et aux communes...

O Des enjeux autour de la maîtrise de la destination des logements

- Des loyers élevés dans les villes et les zones touristiques (supérieurs à la moyenne régionale)
- Un poids très marqué des saisonniers dans l'emploi départemental
- Une population vieillissante qui entraine des besoins d'adaptation des logements.
- Des initiatives déjà existantes : projets d'habitat inclusif à destination des séniors, échanges UPE05 / ALS sur des offres adaptées aux saisonniers, suivi de l'offre touristique et de résidences secondaires.





140 605 habitants



5 M de touristes/an



426 320 lits touristiques



138 751 logements résidentiels, dont

- □ 7 946
 logements
 vacants (6%)
 □ 63 329 résidences
 secondaires (46%)
- □ 67 476 résidences principales (48%)
 - 61,5% de propriétaires occupants
 - ➤ 34,8% de locataires (24,7% dans le parc privé, 10,1% dans le parc social)

... avec en tendance :

- Une diminution de la taille des ménages (2,02 occupants par résidence principale en moyenne en 2020)
- Un vieillissement de la population.

Présentation de la stratégie logement engagée dans le département

Le logement : un enjeu fort sur le département

- Un manque de logements ;
- Des enjeux de requalification (massive) du parc de logements;
- Une problématique de maîtrise de la destination des logements.

Des initiatives multiples prises par les élus et les opérateurs

- Une mobilisation des élus pour développer des politiques de logements territorialisées :
- Un opérateur de logement social (OPH05) intervenant sur l'ensemble du département;
- Une opportunité potentielle de disposer de moyens d'action renforcés avec la perspective des jeux olympiques d'hiver en 2030.

Une coordination à renforcer et des carences à combler

- Des partages d'approche des différents acteurs et une mise en dynamique du réseau d'acteurs déjà enclenchée;
- Des segments d'intervention à recouper et coordonner pour en maximiser les effets.

Une démarche a été amorcée en 2024 par le Conseil Départemental et l'Etat autour de la définition d'une stratégie logement pour le territoire des Hautes-Alpes. Un bureau d'étude a été mandaté : AATIKO.

A la suite d'un travail fin d'analyse de données, d'entretiens, de benchmark, AATIKO a proposé une stratégie d'actions autour de 3 enjeux principaux : logement des habitants permanents, rénovation de l'habitat ancien, logement de publics spécifiques.

Puis a proposé 3 objectifs partagés pour y répondre :

- renforcer la connaissance et le suivi de l'offre et de la demande
- produire une nouvelle offre de logements
- rénover le parc de logements anciens pour le remobiliser, qu'il soit privé, public ou communal

En complément, des propositions d'actions organisées par nature ont été présentées :

- actions permettant de renforcer le tissu d'acteurs d'intérêt public (acteurs existants à conforter et nouveaux acteurs)
- actions permettant de renforcer le panel d'outils opérationnels (outils existants à conforter et nouveaux outils)
- mise en place d'une gouvernance adaptée

Le lancement de groupes de travail pour préciser / s'approprier collectivement ces propositions sera engagé à l'automne 2024 et mobilisera les différents acteurs. En parallèle, différentes expérimentations et démarches plus opérationnelles (dont observatoire, foncière et SPRH) viendront éclairer et enrichir la démarche des groupes de travail.

RESIDENTIEL: POINT DE SITUATION DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES



44%

des résidences principales en classes F et G

17% au niveau national, 11% au niveau régional

50%

des résidences principales en location dans le parc privé en classes F et G

P

Plus important que la moyenne régionale (14%), et contre 33% pour le parc locatif social dans le département

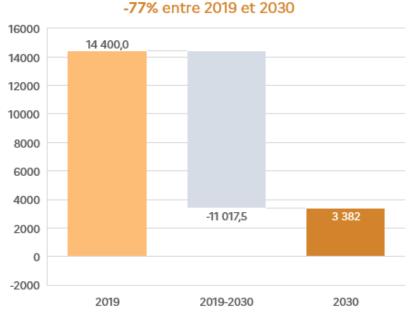
22%

des résidences principales chauffées au fioul

Plus important que la moyenne régionale (10%)

En 2023, 1 960 équipements de chauffage financés par MaPrim'Rénov dans les Hautes-Alpes, quelle que soit l'énergie de départ





Résidence principales chauffées au fioul

Changement de chaudières fioul dans le secteur résidentiel Cible départementale 2030

TERTIAIRE : POINT DE SITUATION DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES



31%

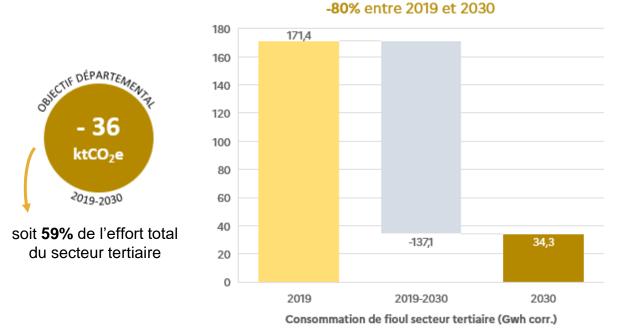
part du secteur tertiaire dans les émissions directes du secteur du bâtiment

A 56 % privés et 44 % publics (État, action sociale, collectivités territoriales)

519

GWh de consommation d'énergie finale en 2018 pour le parc assujetti à Eco Energie Tertiaire

Sur 704 GWh du parc tertiaire, soit 74 %



Changement de chaudières dans le secteur tertiaire Cibles départementales 2030

Fonctionnement des ateliers

1

Situation du territoire au regard de la thématique et aperçu des travaux menés à l'échelle régionale

Présentation par les référents techniques

2

Remplissez ensemble la fiche positionnée sur la table autour des 2 axes suivants :

Travail autour du plan d'action régional :

Quelles sont <u>les actions prioritaires</u> au regard de **l'impact sur le territoire** et de **la capacité à les mettre en œuvre** (faisabilité) ?

Plan d'action pour le territoire :

En s'appuyant sur :

- => les propres initiatives existantes sur votre territoire
- => vos idées d'actions à mettre en place
- => le plan régional

Quelles sont les 10 actions les plus impactantes / importantes pour le département ? Qui souhaite s'engager dans leur mise en œuvre ? De quels moyens a-t-on besoin pour les mettre en œuvre ?



Restitution et débat

1

• Désignez, par table, un rapporteur de vos échanges

2

• Sélectionnez, pour chaque question, les 2/3 actions les plus importantes à partager aux autres participants.

3

• Echangeons, complétons et débattons ensemble !

Atelier 3 : TOURISME

Bienvenue dans le groupe « TOURISME » animé par :

Représentants Etat

Ghislain BORGA

Chef de l'UICTAS, DDT 05

Jérémie CHOUKROUN

Coordinateur des stratégies industries culturelles et créatives / référent transition écologique, DRAC

Représentants Région

Christine GAROTTA

service Tourisme, Economie Sociale et Solidaire, Economie de Proximité

Sandrine GUILLE

cheffe de service adjoint service montagne et Massif Alpin



Inès DUBOIS

Consultante senior

Organisation de l'atelier

- 1 Présentation des travaux réalisés par les GT sur cette thématique 15 MIN
- 2 Travail par levier en sous-groupes 1H15
- 3 Restitution et débat 45 MIN
- 4 Conclusion et ouverture 15 MIN



Le tourisme en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur

- 20 Mds euros pour toute l'activité, dont transport et 16,8 Md€ retombées directes
- 25 000 entreprises
- 150 000 emplois (2ème région française)
- 238 millions de nuitées dont 37 % internationales (45 %M de retombées éco)

événements : **950 festivals** (13 %M France) -- tourisme d'affaires (2ème région, **25 centres** de congrès)

+ de 70 actions proposées touchant à des thématiques variées :

Transport et mobilité
Alimentation durable
Accompagner la transition écologique des professionnels
Déchets, économie circulaire
Préserver les ressources
Bâtiments, hébergements

Levier Transport et mobilité Levier
Gestion des manifestations

Levier
Alimentation durable

Idée clé 1 à retenir :

• Le transport et la mobilité figurent parmi les leviers les plus significatifs pour agir sur l'empreinte carbone.

Idée clé 2 à retenir :

• Le défi principal pour ces secteurs d'activités (tourisme et événements) consiste à associer rentabilité et écologie, sans les mettre en opposition.

Mieux organiser le tourisme, les événements culturels, économiques et sportifs

Exemples d'actions à fort impact identifiées

LEVIER TRANSPORT ET MOBILITÉ

Travailler sur l'offre de transport régional autour de l'équité d'accès à tous les territoires, de la simplification, de la dématérialisation et de la lisibilité de l'offre :

- **1.densifier l'offre** de <u>transport en commun décarboné</u> (train, navette, vélo...) et augmenter sa <u>visibilité</u> pour renforcer l'accès décarboné des touristes aux <u>départements</u> **04 et 05** depuis les métropoles régionales
- 2. Simplifier le <u>pass journée TER</u> et le rendre plus lisible
- 3.Mettre en place des **Pass régionaux courte durée** sur l'ensemble des <u>transports Zou train et car</u> et les <u>dématérialiser</u>; <u>puis</u>, inclure les autorités organisatrices de mobilités locales, pour <u>reproduire localement l'expérience du Pass sud Azur explore</u>.
- 4.intégrer dans un MaaS unique centralisé et connecté* entre les entités, tout l'accès à l'information sur le transport régional avec réservation possible et sans rupture de charge, notamment sur les parcours multimodaux...

LEVIER GESTION DES MANIFESTATIONS

Aider et accompagner fortement les <u>changements de modèles des</u> <u>manifestations</u>

dans la façon de <u>bâtir</u> l'événement, <u>de l'organiser</u> et de le <u>gérer</u>, <u>quelle que soit la typologie</u> de la manifestation (sportive, culturelle, touristique, économique...)

et parvenir ainsi à des <u>événements 100% écoresponsables</u> sur <u>tous les aspects</u> (communication, consommation, alimentation, matériel utilisé...).

LEVIER ALIMENTATION DURABLE

Structurer, rendre visible et faciliter les circuits courts au travers notamment

1.de la <u>création d'une plateforme</u> unique et transversale (tous les secteurs tourisme, manifestations, événements) régionale permettant de mettre en **contact direct** des organisateurs /producteurs /traiteurs /fournisseurs /donneurs d'ordre.

Cette plateforme d'échanges sécurisés permettra aux organisateurs <u>de bien</u> s'approvisionner et aux fournisseurs de <u>trouver des débouchés</u>, dans une dimension de valorisation de l'alimentation durable.

Elle permettra également de **partager des initiatives et expérimentations** en circuit court par exemple, <u>même pour la distribution de petites quantités.</u>

2.d'un <u>cahier des charges* sur le circuit court</u> intégrant le bio, l'alimentation locale, le gaspillage alimentaire.

Le tourisme dans les Hautes-Alpes

- => Tout au long de l'année, le tourisme est très important pour l'économie du département.
- => La part de l'emploi salarié touristique dans l'emploi salarié marchand à l'année dépasse 14 %. Ce chiffre est de 11,7 pour la région et de 7,5 en France
- => Double saisonnalité avec un pic un peu plus fort en hiver qu'en été

Retombées économiques

Retombées économiques directes : 1,3 milliards d'euros

43 % l'hiver

27 % l'été

30 % le reste de l'année

3,3 millions de séjours

18,6 millions de nuitées

Durée de séjour : 5,6 nuits

69,50 € de dépense par jour et par personne en moyenne

Les clientèles

Origine géographique :

Importance du tourisme intrarégional : 48 % des séjours (pèse pour 27 % des retombées économiques)

Touristes internationaux / 18 % des séjours et 31 % des retombées économiques. (dans l'ordre : <u>Pays bas, Europe de l'est, Belgique-Luxembourg, Italie, Royaume uni, Allemagne</u> essentiellement)

Clientèle française hors région : <u>Auvergne Rhône Alpes et Ile de France</u> essentiellement

Moyen de transport

En pourcentage du nombre de séjours : voiture à plus de 80 %.

Pour venir ou quitter le département : 82 % la voiture – 5 % train, 4 % bus, 3% avion.

Pour se déplacer dans le département : 88 % véhicule personnel – 6 % autocar – 4 % train – 4 % vélo...

Activité principale

Sports d'hiver 35 %

Balade, randonnée 27 %

Plage-baignade 9,7 %

Se reposer, ne rien faire 7 %

Noter: cyclotourisme, vélo, VTT 2 % - événement sportif et culturel 1 %...

Elements de contexte du territoire

Suite à la décision du CIO du 24 juillet dernier, il a été acté que les Alpes Francaises accueilleraient les Jod'hiver 2030. Les Hautes-Alpes prendront toute leur part dans l'organisation de cet évènement, en abritant un village olympique et en organisant 26 compétitions de ski acrobatique et de snowboard, soit près du tiers des épreuves : ski de bosses, saut acrobatique et big air à Serre Chevalier, slopestyle, half-pipe, slalom snowboard et compétitions paralympiques de snowboard cross et banked slalom à Montgenèvre. Cela s'accompagnera également d'une série d'infrastructures et préparatifs pour accompagner l'entraînement des athlètes en amont de la compétition.

Ce faisant, la modernisation des équipements et des infrastructures du territoire peuvent permettre d'accélérer la transition vers un tourisme plus « décarboné », et réfléchir à de nouveaux modèles d'attractivité.

En complément, dans un objectif de résilience de l'économie touristique et face aux contraintes du changement climatique, le développement par les collectivités d'un tourisme 4 saisons peut répondre aux besoins du territoire et aux nouvelles attentes des consommateurs. Des projets tels que le plan de résilience du Lac de Serre-Ponçon participent pleinement de cette logique en plein essor sur le département.

En synthèse, il s'agit de pouvoir actionner tous les leviers disponibles pour développer l'économie touristique du département, permettant notamment un maintien de la population sur l'ensemble du territoire, tout en accélérant les actions développant un tourisme moins consommateur de ressources : mieux se déplacer, mieux consommer, mieux habiter.

Fonctionnement des ateliers

1

Situation du territoire au regard de la thématique et aperçu des travaux menés à l'échelle régionale

Présentation par les référents techniques

2

Remplissez ensemble la fiche positionnée sur la table autour des 2 axes suivants :

Travail autour du plan d'action régional :

Quelles sont <u>les actions prioritaires</u> au regard de **l'impact sur le territoire** et de **la capacité à les mettre en œuvre** (faisabilité) ?

Plan d'action pour le territoire :

En s'appuyant sur :

- => les propres initiatives existantes sur votre territoire
- => vos idées d'actions à mettre en place
- => le plan régional

Quelles sont les 10 actions les plus impactantes / importantes pour le département ? Qui souhaite s'engager dans leur mise en œuvre ? De quels moyens a-t-on besoin pour les mettre en œuvre ?



Restitution et débat

1

• Désignez, par table, un rapporteur de vos échanges

2

• Sélectionnez, pour chaque question, les 2/3 actions les plus importantes à partager aux autres participants.

3

• Echangeons, complétons et débattons ensemble !

Poursuite de la démarche

Consultation citoyenne en ligne du 15 juillet au 30 septembre accessible sur le site https://connaissance-territoire.maregionsud.fr/

Faites participer le plus grand nombre de citoyens à la démarche en étant un relai auprès des populations que vous côtoyez !

RDV le 11 octobre 14h30 en visio pour des échanges sur les premières orientations de la planification écologique en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Engagez-vous dans la planification écologique lors de la COP régionale

COP régionale 11 décembre 2024

La réussite de la démarche passe par l'adhésion et l'engagement de tous les acteurs : collectivités, entreprises, agriculteurs, association, chambres consulaires... C'est pourquoi, au-delà de la méthode qui se veut participative, il est proposé que les acteurs formalisent leur engagement lors de la COP finale :

- 1. En ratifiant le jour de la COP un document cadre, qui synthétisera les grands objectifs du plan de transformation (baisse d'émission de CO2, adaptation au changement climatique, préservation des ressources, restauration et préservation de la biodiversité) et les grands enjeux de la planification écologique en région;
- 2. En soumettant un « contrat d'engagement » qui comprendra un engagement volontaire quantifiant la contribution aux objectifs et un plan d'actions en lien avec les chantiers de la planification écologique (Mieux se déplacer, Mieux se nourrir, Mieux se loger, Mieux produire, Mieux préserver, Mieux consommer). Un format type sera proposé et le recueil pourra se faire en ligne, 2 mois avant la COP.







Merci pour votre participation et contribution!

Lien vers le site de la démarche : https://connaissance-territoire.maregionsud.fr/la-planification-ecologique-en-region-provence-alpes-cote-dazur

En partenariat avec la



